



POUR JEUNE TRAVAILLEUSE

Proposition
Politique pour la
Jeunesse
Travailleuse



Gazte Koordinadora Sozialista
2022

0

Introduction

8

1

Analyse de la
situation : la
prolétarisation chez
les jeunes

10

2

La nécessité de la
État socialiste pour
faire face à
prolétarianisation de la
jeunesse

16

3

La Proposition
Politique pour
les Jeunes
Travailleur.se.s

18

Introduction



La société capitaliste connaît une crise et un déclin sans précédent. Même si cette crise a vu le jour il y a quelques années, c'est un processus qui s'est étendu et renforcé ces dernières années, notamment avec la pandémie: licenciement et flexibilisation du travail, pénurie de produits, rupture des chaînes d'approvisionnement mondiales, inflation (énergie, essence, produits de première nécessité...), restriction dans les services publics, hausse des conflits armés et des guerres... D'un point de vue économique, politique, militaire et écologique, il est clair que la situation devient dangereuse et autoritaire.

Au sein de cette crise du capitalisme, nous constatons une prolétarianisation qui dégrade le travail et la qualité de vie de milliers de personnes partout dans le monde. En Europe, comme dans le reste du centre impérialiste, cette tendance implique le début de la fin de la société composée d'une large classe moyenne, par sa désintégration et sa prolétarianisation. Cela touche de pleins fouets les jeunes. En attaquant nos conditions de vie, ce sont les conditions de vie futures de la classe ouvrière dans son ensemble qui sont visées. Les propositions sociale-démocrates, les solutions pseudos alternatives et les partis politiques parlementaires n'ont pas la capacité de changer cette réalité : ils ne sont pas capables d'effacer la pauvreté dans laquelle nous vivons, ni d'activer l'organisation politique de la jeunesse. C'est pourquoi nous devons cesser de croire en cette politique dictée par les grands chefs d'entreprises et les politiciens professionnels ; la classe travailleuse doit s'organiser indépendamment, et les jeunes doivent y avoir un rôle actif.

Face à cette période rude et autoritaire, GKS (Coordination des Jeunes Socialistes), réaffirme sa volonté de lutter contre la prolétarianisation qui touche la jeunesse. Pour cela, nous présentons la Proposition Politique pour la Jeunesse Travailleuse. Cette proposition est adaptée au contexte actuel, et nous devons l'actualiser en fonction des changements qu'il connaîtra. Par le biais de ce programme, nous voudrions combattre la misère qui nous entoure en organisant la solidarité et en ravivant la conscience politique au sein de la jeunesse travailleuse. Notre posture politique est la lutte contre les injustices ainsi que la lutte pour conquérir de nouveaux droits.

Ce texte a pour but d'expliquer plus précisément la proposition politique. Pour cela, nous analyserons d'abord la situation des jeunes. Nous allons ensuite aborder notre proposition de lutte, en listant les principales problématiques de la jeunesse et en proposant des revendications politiques pour leur faire face.

Analyse de la
situation : la
prolétarisation chez
les jeunes



La prolétarianisation touche de pleins fouets la jeunesse de la classe ouvrière. En ce sens, trois caractéristiques se distinguent au sein des jeunes¹: a) chômage structurel et appauvrissement du mode de vie, b) domination culturelle de la bourgeoisie et c) diminution systématique des droits.

1.1 Chômage structurel et appauvrissement du mode de vie

Le processus de prolétarianisation cause la désintégration des couches les moins aisées de la classe moyenne, ainsi qu'une pauvreté plus rude des secteurs déjà prolétarianisés. Ainsi, si nous comprenons la prolétarianisation comme une tendance; elle se développe à différents niveaux, en créant des problématiques spécifiques suivant la position au sein de la classe sociale. Dans le cas des jeunes, cette fracture économique prend la forme de fracture générationnelle, qui peut se résumer en l'idée que nous allons vivre moins bien que nos parents.

Si nous nous penchons sur les conditions économiques générales des jeunes, on constate que le chômage, l'intérim (ou autres emplois ponctuels) et le sous-emploi en sont les caractéristiques fondamentales. L'instabilité de l'emploi fait partie de la réalité de la plupart des jeunes. D'une part quand nous travaillons sous la forme d'emplois ponctuels (souvent des sous-emplois), et d'autre part, car nous vivons une situation de chômage chronique. Au vu de la situation du marché du travail, nous prenons des emplois qui n'ont rien à voir avec les études menées au sein du système éducatif bourgeois, et cette tendance s'intensifie de plus en plus.

La prolétarianisation (chômage, salaires au plus bas..) nous condamne à un style de vie pauvre (économiquement et culturellement parlant), qui plus est, dégradé par l'inflation et la réduction des services publics. Notre salaire de jeune travailleur.se ne nous permet pas d'envisager un futur stable, ou de nous projeter. Voici quelques exemples de difficultés rencontrées : au niveau du transport, il y a une contradiction croissante entre la nécessité de se déplacer et les difficultés pour le faire (prix du carburant et des voitures, péages, transports en commun insuffisants dans certains endroits...) d'autant plus que les déplacements logement-lieu de travail font partie de la contrainte du travail. Nous réduisons donc nos déplacements hors travail au minimum, ce qui appauvrit notre mode de vie. En outre, pour ce qui est du logement, notre salaire reçu ne nous permet pas, la plupart du temps, de nous acheter un

¹ Ce ne sont pas des caractéristiques exclusives de la jeunesse, mais nous les mentionnons car elles signalent une tendance générale au sein des jeunes.

logement, voire de payer un loyer (à cause des prix élevés ou du manque d'offre). Cette situation ne fait qu'entraver l'émancipation des jeunes vis-à-vis de leurs parents. Il faut rajouter à cela les difficultés croissantes que nous rencontrons pour obtenir des éléments essentiels tels que l'accès à des services de santé corrects, l'énergie, l'éducation, la culture, le sport...

L'appauvrissement de notre style de vie nous mène droit à l'instabilité et à la dépendance. D'une part, il nous est impossible de réunir les conditions qui nous permettent d'organiser et de développer notre vie librement (l'instabilité). D'autre part, le maintien de notre vie dépend souvent de l'aide d'autrui (la famille, le plus souvent). La situation de la famille détermine donc dans une grande mesure le niveau de prolétarianisation des jeunes : il y a ceux qui dépendent de son aide, ceux qui participent à son maintien, ou encore ceux qui n'ont pas de famille. Des aspects comme le logement (niveau de patrimoine, de dette...) ou l'éducation (niveau d'études, capacité à payer les frais de l'étudiant, qui rend possible ou empêche, entre autres, le fait d'étudier loin du foyer...) sont particulièrement déterminés par la situation de la famille, et conditionnent fortement les possibilités des jeunes.

1.2 La domination culturelle bourgeoise

Outre la réalité économique et sociale, la bourgeoisie exerce aussi sa domination culturellement. Ainsi, puisque la crise capitaliste condamne des milliers de personnes à la misère, il est fort probable que beaucoup de personnes perdent espoir en ce système social. Pour contrer cela, la bourgeoisie détient de nombreuses armes pour maintenir la classe ouvrière attachée du capitalisme. Ces armes peuvent être de l'ordre de la force (répression policière, contrôle social..) ou de la culture. C'est cette dernière que nous voudrions approfondir ici, en analysant *l'industrie culturelle visant la jeunesse et le système éducatif*.

En ce qui concerne l'industrie culturelle, il est clair qu'il existe beaucoup de contenu visant exclusivement la jeunesse (les réseaux sociaux, l'industrie du divertissement, les outils communicatifs de masse...) qui impacte les comportements et façons de penser des jeunes². Cette industrie géante

² Même si la domination culturelle bourgeoise va au-delà de cela, nous voudrions nous focaliser ici sur les plateformes digitales qui sont au centre de la vie de beaucoup de jeunes, afin d'en déduire les conséquences négatives. Nous parlons ici des réseaux sociaux (Instagram, TikTok, Twitter, Tinder, Facebook, Whatsapp...), des médias (télévision, Internet, podcasts...), et des plateformes audiovisuelles (Netflix, Amazon Prime, HBO, Twitch, l'industrie musicale...) ou des jeux vidéo.

conditionne directement la façon que nous avons de sociabiliser entre jeunes ou bien le contenu que nous consommons pendant notre temps libre, nos aspirations personnelles, notre façon de comprendre la réalité, nos loisirs, etc.

Noustenons à souligner les conséquences néfastes de ces plateformes digitales, telles que la violence machiste ou l'hypersexualisation, devenu centrale dans nos vies. Les vidéoclips, l'industrie de la mode, l'industrie du sexe etc... ne font qu'accentuer cette sexualisation de l'extrême³. L'hypersexualisation atteint tout le monde et est en lien direct avec les agressions machistes (sans compter d'autres conséquences néfastes qu'elle peut avoir, comme la favorisation de certaines maladies). Ces plateformes digitales entraînent aussi une dépolitisation, qui rend la jeunesse incapable de devenir agent politique actif vers le changement de cette société. Pire encore : la manipulation et les messages criminalisants présents dans les médias de communication ainsi que les pensées aspirationnelles⁴ et idéologiquement hégémoniques (idéologie présente dans l'industrie musicale, transmise par les youtubeur.se.s, influenceurs, Twitch ou les politiciens...) laissent hors jeu le choix de la militance politique. En outre, les plateformes digitales ne font que normaliser le modèle de vie pauvre qui nous attend. Grâce aux médias de masse (les mêmes qui nous suggèrent de nous habituer à la pauvreté et à changer nos habitudes de vie), à la répression policière (comme celle survenue lors de la pandémie) et par d'autres biais (jeux vidéo, musique, séries...) le but est d'habituer dès aujourd'hui à la pauvreté et à l'autoritarisme. En voici quelques exemples : il faut s'habituer à avoir peu d'argent car il n'y a pas de travail, pour notre sécurité il faudrait accroître les armes et les mécanismes de contrôle de la police, tout le monde ne peut pas avoir la même condition de vie, etc...

³ Il faut prendre en compte que les intérêts de certaines industries capitalistes (industrie de la mode, de l'alcool, des armes, de la prostitution, de la drogue, des agences de sécurité, des services d'intelligence... La consommation de la pornographie, par exemple, est très élevée chez les jeunes : 70% en regardant) se cachent derrière ces plateformes digitales. Ainsi, la formation sexuelle et affective des jeunes se base sur des contenus le plus souvent violents et opprimants.

⁴ Quand nous parlons de pensées dites « aspirationnelles », nous voulons parler de l'idée qui nous pousse à être riche et célèbre. En effet, l'industrie bourgeoise crée l'idéal du riche, ou en d'autres termes, la figure du pauvre devenant riche grâce à l'argent accumulé au travail, quel qu'en soit le moyen. Cette pensée aspirationnelle est un signe de dépolitisation, car elle ne pousse pas à créer une jeunesse politiquement active (qui s'organise et lutte contre les injustices) mais des individus guidés par l'idéal bourgeois. Les influenceur.se.s, les plateformes digitales... ne font que promouvoir cette idée-là.

Certes, il y a toujours des exceptions, mais ce que nous décrivons ici est une tendance qui se généralise parmi les jeunes. Les plateformes digitales sont donc des outils de la domination et de l'hégémonie bourgeoise. Les grandes entreprises en tirent un gain économique énorme. De plus, elles servent aussi au contrôle social et à ce que nous appelons l'intervention culturelle. Le lien entre ces plateformes et l'état économique actuel est clair, c'est pourquoi nous devons combattre les conséquences néfastes qu'elles engendrent.

La bourgeoisie utilise une autre de ses institutions pour intervenir au sein de la jeunesse prolétaire : l'éducation. Le but du modèle éducatif bourgeois n'est pas d'améliorer les capacités intellectuelles et morales des jeunes, mais de modeler le futur employé aux besoins du cycle d'accumulation. Cette décennie est marquée par l'ouverture d'un nouveau cycle économique, qui va de pair avec les réformes et la modernisation de l'éducation. Nombreux sont les exemples que nous pouvons donner pour parler des réformes au sein de l'éducation, mais nous n'en citerons seulement quelques-uns. Premièrement, le système éducatif bourgeois formate la force productive de la jeunesse : elle doit être obéissante et peu coûteuse. Nombreux sont les jeunes, par exemple, qui ne sont pas payés en stage. Sous prétexte de gagner de l'expérience professionnelle, ces manœuvres réussissent en réalité à combiner étude et travail pour l'étudiant, tout en diminuant son temps libre (étudier le matin et travailler l'après-midi, ou le contraire) et en augmentant le profit des entreprises.

D'autre part, les réformes de ces dernières années tendent à vider l'éducation de contenu. En effet, le contenu sert plus à discipliner l'élève et à lui imposer un modèle éducatif autoritaire qu'à le former et l'aider à développer son savoir. C'est pourquoi on nous habitue dès notre plus jeune âge à nous adapter à la société capitaliste et on nous éduque de façon à ne jamais la mettre en doute, avec des mécanismes tels que les horaires fixes ou l'obéissance aveugle au professeur.e.s. Par la forte augmentation de ces mécanismes de contrôle (comme l'utilisation d'applications digitales⁵), les droits politiques ont diminué dans les établissements scolaires (avec les interdictions de se rassembler ou du droit à la grève, par exemple), normalisant ainsi les attitudes autoritaires (ne pas pouvoir mettre en doute la parole du/de la professeur.e, dénigrer l'avis des élèves et les tenir hors des décisions importantes...) etc.

⁵ Nous parlons ici des applications et autres plateformes servant à gérer les informations et données personnelles, devenant ainsi des outils indispensables et précieux pour le marché de la vie privée. L'information donnée sur cette masse de personnes aide directement à l'efficacité et à la capacité des réseaux sociaux à interagir avec la société.

Il faut ajouter à cela la marginalisation engendrée par ce modèle éducatif, qui devient trop cher pour beaucoup d'élèves (à cause de l'appauvrissement des familles, des prix des études, du prix des produits essentiels tels que le transport, le matériel ou les cours particuliers...). Pour conclure, le processus de réforme a pour but de désintégrer l'éducation, de marginaliser le prolétaire de celle-ci et d'en faire un sujet discipliné et dépolitisé.

1.3 L'autoritarisme et la diminution de nos droits

L'autoritarisme et la perte de nos droits sont liés à la crise politique. En effet, avec la crise du capitalisme, les manières de gouverner de la bourgeoisie connaissent des changements qui créent une situation propice à la hausse de l'autoritarisme. La démocratie et certains de nos droits qui existaient il y a quelques années s'évaporent, laissant place à la hausse de la criminalisation, de la répression policière, du contrôle social, de l'oppression, etc... De plus, les grands chefs d'entreprises et les politiciens professionnels profitent de la désarticulation dans laquelle se trouve la classe ouvrière pour lui imposer une réalité toujours plus autoritaire : application des politiques d'exception, durcissement du Code Pénal, hausse des mécanismes de contrôle, réformes entravant nos droits fondamentaux, vote de lois facilitant les contextes de guerre, etc...

Toutes ces tendances se manifestent énormément au sein de la jeunesse. Les médias de masse, par exemple, ne cessent de criminaliser les jeunes, en les caricaturant comme sujet infantile et immature. La répression qu'endure la jeunesse est aussi à souligner, tel qu'on a pu la voir lors de la pandémie. On veut faire de nous, la jeunesse, la génération habituée au bafouement des droits, afin de normaliser dès aujourd'hui l'avenir que nous offre la bourgeoisie.

La nécessité de la
État Socialiste pour
faire face à
prolétarianisation de la
jeunesse



Pour que la jeunesse prolétaire cesse d'être un secteur opprimé, la construction de l'État Socialiste nous paraît fondamentale. Le socialisme n'a besoin d'aucune forme d'oppression ; il implique d'ailleurs le dépassement de toute modalité d'oppression. En ce qui concerne la jeunesse, le socialisme est la seule issue possible pour créer une réalité qui permettra leur émancipation. C'est pour cela qu'en tant qu'organisation politique, nous soutenons la construction du socialisme et que nous nous engageons dès aujourd'hui vers sa construction.

Ayant pour but la construction d'un État Socialiste, nous situons la Proposition Politique pour les Jeunes Travailleur.se.s dans cet acheminement. Afin de réussir la construction de l'État Socialiste, nous pensons qu'il est impératif de remplir une condition préalable ; celle de l'indépendance politique de la classe ouvrière. En effet, il est de notre devoir d'organiser les jeunes travailleur.se.s suivant une stratégie socialiste commune, hors des schémas des chefs d'entreprises et des politiciens professionnels. L'État Socialiste pourra seulement se construire par l'organisation indépendante du prolétariat, ce qui implique l'extension du socialisme à échelle internationale. Dès aujourd'hui, il est donc indispensable de répandre une culture politique liée à l'idée du socialisme au sein de la classe des travailleur.se.s.

La Proposition
Politique pour
les Jeunes
Travailleur.se.s



Comme nous l'avons exposé au début de ce texte, nous mettrons à jour La Proposition Politique en fonction des divers changements de situation : il va de soi, par exemple, qu'un changement de la situation socio-économique nous poussera à repenser le programme, sans perdre de vue la direction politique à suivre. Après analyse, nous avons identifié cinq problématiques majeures : 1) La problématique du marché de travail des jeunes, 2) L'appauvrissement des jeunes et de leur mode de vie, 3) L'industrie culturelle visant la jeunesse, 4) Le système éducatif et 5) La problématique de l'autoritarisme et de nos droits fondamentaux. A ces problématiques, nous avons opposé douze revendications concrètes :

Problématiques principales des jeunes	Nos revendications
Le marché de travail des jeunes	Même conditions de travail pour tout le monde
	En finir avec les conditions de travail précaires des jeunes
L'appauvrissement du modèle de vie	Assurer les moyens nécessaires pour vivre
	Créer les conditions pour le temps libre et le développement personnel libre
	Combattre la destruction de l'environnement
L'industrie culturelle visant la jeunesse	Combattre la violence machiste
	Affronter la normalisation de la pauvreté
	Lutter contre la dépolitisation
	Pour instaurer les conditions afin de vivre et d'apprendre en euskara, construisons l'Etat Socialiste Basque
Le système éducatif	En finir avec le modèle éducatif à la merci des intérêts des entreprises
	Combattre l'éducation autoritaire et qui se vide de contenu
L'autoritarisme et nos droits collectifs	En finir avec la criminalisation et avec la répression visant la jeunesse
	Lutter en faveur des droits politiques

Les lignes suivantes nous permettrons de détailler le sens de chaque revendication.

Concernant le marché du travail des jeunes

1. MÊME CONDITIONS DE TRAVAIL POUR TOUT LE MONDE

Nous pensons que les conditions de travail devraient être les mêmes pour toutes les personnes. Cette revendication doit être comprise en différents sens. D'une part, nous devrions toutes et tous avoir les mêmes conditions de travail : les mêmes droits, en finir avec la différence de salaire... En ce sens, il est impératif de lutter contre les mécanismes créant un secteur privilégié au sein de la classe travailleuse : des phénomènes tels que la hiérarchie ou le classisme (par le biais de meilleurs salaires, plus de prestige, de stabilité au travail ou de sécurité...). En somme, face à l'atomisation et la stratification de la classe ouvrière, nous défendons son unité économique et politique.

D'autre part, comme orientation générale, nous défendons que nous devrions tous avoir les mêmes conditions de travail et de vie. Certes, cela est impossible dans un système tel que le capitalisme, qui se base sur la société de classe et de nombreuses oppressions. C'est pourquoi la construction du socialisme est primordiale pour l'égalité des conditions de vie et de travail¹.

¹ Quand nous parlons de salaire, il faut prendre en compte ces deux aspects: le salaire direct d'une part, la somme que le travailleur ou la travailleuse touche en tant que salaire, et le salaire indirect d'autre part (les services publics tels que la santé ou l'éducation, ainsi que les allocations, etc..). Le terme salaire fait donc référence aux moyens mis en place pour assurer la reproduction de la classe ouvrière. En ce sens, la lutte du salaire ne se restreint pas au milieu du travail seulement : elle demande une stratégie intégrale.

2. EN FINIR AVEC LES CONDITIONS DE TRAVAIL PRÉCAIRES DES JEUNES

En guise de conséquence de la revendication précédente, il faut en finir avec les abus et avec la surexploitation que subissent certains secteurs de la classe ouvrière. En effet, certaines subjectivités au sein du prolétariat (les femmes travailleuses, les personnes migrantes...) souffrent d'oppressions. C'est aussi le cas de la jeunesse : les chefs d'entreprises se servent des jeunes prolétaires pour accroître leur gain. Les jeunes sont orientés à trouver des emplois durs et dangereux, à faire des heures supplémentaires non rémunérées, à accepter des intérim, à travailler au noir sans aucune sécurité, etc..²

² Les conditions économiques subies par la jeunesse se généralisent au sein de la classe travailleuse. Par exemple, par le biais de la révolution technique qui a lieu dans le capitalisme actuel (robotisation, utilisation d'intelligences artificielles...), le modèle du contrat fixe et de l'emploi stable laisse place aux emplois de courte durée.

Contre l'appauvrissement du modèle de vie

3. ASSURER LES MOYENS NÉCESSAIRES POUR VIVRE

Chaque être humain devrait avoir accès aux biens et services de base (logement, soins de santé, alimentation, loisirs, le sport...) L'accès à ces biens et services doit être garanti à tout le monde, sans dépendre de l'argent que l'on a. Le démantèlement de l'État-providence, tendance qui ne peut plus être inversée, signifie que ceux qui peuvent se le permettre se tournent vers des services privés de meilleure qualité, tandis qu'il reste aux pauvres un système public réduit au minimum. En fait, tous ces domaines sont contrôlés directement ou indirectement par les banquiers et les grandes entreprises, qui y voient un moyen d'accroître leurs profits, que ce soit par le biais du marché ou de l'État. C'est pourquoi, dans la mesure du possible, nous devons dépasser le modèle public-privé et mettre tous ces secteurs sous le contrôle de la classe ouvrière, afin qu'ils répondent aux besoins de l'ensemble de la société. Une société libre doit donc impliquer la socialisation de ces ressources, en garantissant leur qualité, leur gratuité et leur universalité.

4. CRÉER LES CONDITIONS POUR LE TEMPS LIBRE ET LE DÉVELOPPEMENT PERSONNEL LIBRE

Même si, en tant que jeunes prolétaires, nous partageons des caractéristiques communes, nos vies ne sont pas totalement homogènes. Le fait d'avoir un travail ou non, par exemple, est une différence marquante dans nos vies³. De plus, un élément à prendre en compte est que beaucoup de jeunes travailleur.se.s (et pas que des jeunes d'ailleurs) ont également d'autres tâches: formations, autres emplois de second rang, travaux domestiques, assister les proches si besoin... Tenant compte de cette situation, il est indispensable de créer les conditions propices au libre développement humain et au temps libre. Le temps libre, ainsi que le fait d'avoir assez de ressource pour en jouir, sont en effet des éléments-clés en vue de la construction d'un modèle de vie plus libre. Dans la société actuelle,

³ Sans oublier que le poids de l'entre-deux des CDD ou des emplois à partiel est considérable.

l'argent est le seul moyen d'obtenir les éléments pour profiter du temps libre, tel que le sport, l'art ou autre activité de loisirs. Il va sans dire que la qualité de ces services dépend aussi de la somme d'argent investi : les installations sportives, la qualité des concerts ou des spectacles, etc.. Nous croyons donc, qu'une société libre devrait garantir les conditions adéquates au libre développement de chaque personne, contrairement à la société actuelle. Aujourd'hui, nos maigres salaires déterminent notre épanouissement individuel, et l'industrie culturelle formate une grande partie de notre identité : nos croyances, idées, ambitions, désirs, façon de sociabiliser, compréhension de la réalité... Un enjeu de l'organisation socialiste des travailleur.se.s est donc de mettre en place les conditions idéales au libre développement de chacun.e.

5. COMBATTRE LA DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le mode de production capitaliste n'a d'œil que pour le profit. Ces derniers siècles et décennies, la bourgeoisie a pour cela saccagé la nature, brisant tout équilibre entre les humains et la nature. Maintenant, grâce à leurs médias de masse et autres plateformes, le message divulgué et que chacun doit jouer un rôle pour le climat, qu'eux aussi sont inquiets et engagés en ce sens (les messages pro transition écologique en sont l'exemple). Pour nous, la voie à suivre est claire : il n'y a aucune issue universelle possible pour la question environnementale au sein de la société capitaliste. C'est pourquoi, sur ce point aussi, la construction du socialisme est inévitable, car c'est le seul chemin qui nous permettrait de récupérer un certain équilibre entre les humains et la nature (s'il n'est pas déjà trop tard...) et qui le respecterait. En ce sens, ce n'est pas l'individu et ses actes qui sont responsables de la crise climatique, mais les grandes entreprises. En ce sens, il convient de souligner que nous nous opposons aux mesures politiques qui font porter le chapeau à la classe ouvrière et, bien sûr, à tous les projets qui, bien qu'au nom de la transition énergétique, poursuivent la destruction de l'environnement.

Concernant l'industrie culturelle visant la jeunesse

6. COMBATTRE LA VIOLENCE MACHISTE

La violence machiste est un des problèmes les plus graves de notre époque. Les nouvelles générations de jeunes sont marquées par une hypersexualisation, due en grande partie à l'influence de l'industrie culturelle. Ce phénomène a un grand impact sur notre comportement et notre mentalité, qu'il s'agisse de l'obsession de l'apparence, ou des relations superficielles et sexuelles... Cette hypersexualisation attise la reproduction de l'oppression des femmes de la classe ouvrière, entravant de ce fait la construction d'une société libre. Nous accordons donc une importance capitale à la lutte contre l'hypersexualisation transmise par ces plateformes et la hausse de la violence machiste qu'elles entraînent avec elles.

7. AFFRONTER LA NORMALISATION DE LA PAUVRETÉ

Par le biais des médias de masse et des plateformes digitales, les banquiers et grands chefs d'entreprise ont pour but de normaliser la nouvelle réalité de l'appauvrissement. Si notre génération s'habitue à la pauvreté et à la hausse de l'autoritarisme, toute possibilité de changer la société capitaliste disparaîtrait. C'est pourquoi nous devons affronter la normalisation de la pauvreté, car être pauvre n'est pas quelque chose de naturel, mais le résultat du capitalisme.

En outre, la notion de pauvreté ne doit pas seulement être comprise d'un point de vue matériel (manque de moyens pour vivre), mais dans un cadre plus large. En effet, la pauvreté est liée aux capacités du système dans lequel on vit. En ce sens, nombreux sont les tendances actuelles qui reflètent la hausse de la pauvreté : réduction capacité de mobilité, contenu réduit au sein de l'éducation, contrôle télématique de la population, omniprésence de la violence

machiste, diminution des services de qualité pour la classe ouvrière, impossibilité d'émancipation pour les jeunes prolétaires, augmentation de la présence policière, etc... La société actuelle aurait les moyens techniques d'éradiquer ces fléaux et d'assurer des conditions de vie de qualité à tous, mais cela nécessite la construction d'une société socialiste.

8. LUTTER CONTRE LA DÉPOLITISATION

Par le biais du système éducatif et de son industrie culturelle, la bourgeoisie tente d'éliminer toute conscience critique et toute perspective collective de transformation. Ainsi, tout en promouvant de fausses alternatives, elle entrave l'organisation politique des jeunes et propage leur dépolitisation, elle les transforme en passifs politiques.

Faire face à la dépolitisation ne veut pas dire faire renouer les jeunes avec la politique institutionnelle. En effet, loin d'être des institutions neutres, les institutions actuelles ne sont que les pantins de l'élite capitaliste. Les partis politiques ne changeront pas notre réalité, pas d'une façon positive en tout cas. Nous devons plutôt raviver la conscience et l'idée de la possibilité du changement entre les jeunes. Changement que nous comprenons comme société socialiste qui éliminerait les classes. Nous continuerons en ce sens à organiser divers débats, formations, dynamiques, combats pour nos droits civils et politiques...

Concernant l'industrie culturelle visant la jeunesse

9. POUR INSTAURER LES CONDITIONS AFIN DE VIVRE ET D'APPRENDRE EN EUSKARA, CONSTRUONS L'ETAT SOCIALISTE BASQUE

La situation et la nature de la langue basque ont changé au cours de l'histoire. Actuellement, l'oppression nationale que subit le Pays Basque et l'homogénéisation de la culture mondiale, entre autres, ont une influence majeure envers l'euskara. Aujourd'hui, la langue basque n'est pas au meilleur de sa situation: globalement, son utilisation régresse (même si la situation n'est pas identique pour son savoir), sa survie s'est petit à petit greffé aux logiques du marché, la langue elle-même s'appauvrit et malgré sa grande présence au sein des familles de la classe moyenne sa présence dans les familles prolétaires reste faible. En outre, par manque de références révolutionnaires, l'idée que la survie de l'euskara dépend des conditions capitalistes s'est propagée ces dernières décennies, ou plus précisément, ces dernières années, la langue basque n'a pas pu devenir le complément d'un mouvement révolutionnaire contre l'État capitaliste. De ce fait, les politiques en faveur de l'euskara sont devenues parties intégrantes de la norme capitaliste (revendication de Netflix en basque, politique en faveur de la police basque...) ce qui a conduit à la mercantilisation et à l'institutionnalisation de la langue basque.

Nous revendiquons le droit de vivre et d'apprendre en euskara, et pour cela, nous défendons l'idée que les conditions de la survie et de développement de la langue basque doivent aller de pair avec la construction d'un État Socialiste Basque. Nous considérons cette revendication comme une étape du programme communiste; en effet, défendre le patrimoine culturel et les langues minorisées fait partie des revendications historiques du communisme. C'est en ce sens que nous comprenons la lutte en faveur de l'euskara.

Notre défense de la langue basque se fait sans renier l'idée de la nécessité d'indépendance en tant que classe. L'euskara ne peut pas être le lien fédérateur qui unirait des projets politiques antagoniques, donc, nous sommes contre l'idée de défendre la langue basque aux côtés des grandes entreprises ou au sein des états capitalistes. Au contraire, nous voyons le développement libre de l'euskara comme lié à la construction de l'Etat Socialiste Basque.

Pour conclure, dans le contexte actuel où l'utilisation de l'euskara diminue, s'appauvrit et se mercantilisme, nous consacrerons notre travail politique en faveur de la lutte pour vivre et travailler en basque, toujours en ayant l'Etat Socialiste Basque en horizon. Nous continuerons donc à prioriser l'utilisation de l'euskara au quotidien et à favoriser son développement.

En ce qui concerne le système éducatif

10. EN FINIR AVEC LE MODÈLE ÉDUCATIF À LA MERCI DES INTÉRÊTS DES ENTREPRISES

Face au modèle éducatif façonné au gré des cycles productifs et des intérêts des entreprises, nous revendons la construction d'un modèle éducatif socialiste. Cela signifie que l'éducation serait contrôlée par les travailleuse.r.s (et non par les entrepreneur.e.s). Ce système serait donc gratuit, de qualité et universel.

En ce contexte de crise capitaliste, des changements ont lieu, et cela n'épargne pas l'éducation ; elle s'adapte au nouveau cycle d'accumulation. Un des buts des réformes éducatives est de créer une main-d'œuvre bon marché, les stages ou formations non rémunérées en sont des exemples parfaits. En argumentant que cela sert à notre éducation, ils servent d'excuses à normaliser l'appauvrissement des jeunes et à augmenter les profits des entreprises. Nous devons donc dévoiler ce que cachent réellement ces changements, les situer dans leur contexte et combattre la fonction qu'ils remplissent.

11. COMBATTRE L'ÉDUCATION DISCIPLINAIRE ET QUI SE VIDE DE CONTENU

Pour résumer l'idée évoquée précédemment, ils veulent faire de nous leur force de travail dépolitisée et obéissante. Le système éducatif accorde de moins en moins d'importance au développement du savoir. Afin que le ou la prolétaire ne prenne pas conscience de son état, en ces temps de crise capitaliste, l'éducation se vide de contenu et devient principalement disciplinaire. Cela peut se voir avec la normalisation de l'autoritarisme ou l'entrave de nos droits politiques au sein des centres éducatifs. Nous pensons qu'il est important de lutter contre ce processus.

En ce qui concerne l'autoritarisme et nos droits collectifs

12. EN FINIR AVEC LA CRIMINALISATION ET LA RÉPRESSION VISANT LA JEUNESSE

Dans la mesure où nos moyens nous le permettent, nous devons lutter contre la criminalisation et la répression visant les jeunes. Les dirigeants veulent faire des jeunes des êtres soumis, obéissants, s'habituant toujours plus à l'appauvrissement et à l'autoritarisme. Cela leur permet en effet de faire du jeune la main-d'œuvre qui s'adaptera facilement au cycle d'accumulation à venir. Alors que leur discours paraît stimuler l'épanouissement et le développement de la jeunesse, ils nous restreignent à être des sujets passifs et sans droits.

Nous avons la volonté de dénoncer la répression subie par les jeunes prolétaires, en ouvrant des dynamiques pour défendre nos droits et pour lutter contre la criminalisation que nous subissons. Les vrais criminels sont ceux qui condamnent les personnes à la pauvreté, en effaçant leurs droits, en diminuant les services qui leur sont nécessaires pour vivre, en attisant les oppressions... Ce sont donc les grands chefs d'entreprises et les politiciens professionnels qui doivent être réprimés.

13. LUTTER EN FAVEUR DES DROITS POLITIQUES

Afin d'aller vers un monde libre, il est indispensable d'étendre nos droits, que ce soit les droits civils, économiques, ou ceux nécessaires à l'organisation indépendante des travailleuse.r.s. Les droits se gagnent par la lutte, comme l'ont démontré les différentes générations de travailleur.se.r.s durant leur histoire. Nous considérons ces avancées comme des pas vers la construction de l'État Socialiste. En ce sens, nous devons défendre les conditions de l'organisation indépendante des travailleurs. Mais nous devons aussi conquérir de plus en plus de droits.

Vers l'État Socialiste, Jeunesse
Travailleuse : luttons !

Proposition Politique pour la
Jeunesse Travailleuse
2022

